

Convention collective régionale

IDCC : 1867. – **MÉTALLURGIE**

(DRÔME-ARDÈCHE)

(24 novembre 1994)

(Bulletin officiel n° 1995-1 bis)

(Etendue par arrêté du 26 décembre 1995,

Journal officiel du 6 janvier 1996)

AVENANT N° 44 DU 5 JANVIER 2005

RELATIF À LA FIXATION DES TEGA ET DES RMH

NOR : *ASET0551162M*

IDCC : *1867*

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie Drôme-Ardèche,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFDT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Depuis l'année 2000, les précédents accords prévoyaient une période d'adaptation pour prendre en compte progressivement les conséquences de la réduction de la durée légale du travail. Ils invitaient les entreprises, en fonction de leur situation économique, à maintenir, dans leurs propres négociations, le niveau moyen des salaires réels lors de la réduction de la durée du travail.

Les signataires considèrent le présent accord comme conclu dans la poursuite de l'objectif d'une compensation progressive et totale de l'écart entre les 2 barèmes de TEGA conclus les années précédentes (applicables aux durées légales de 35 et 39 heures). Initialement, il avait été convenu par les

signataires de l'avenant n° 40 que le terme de la période compensation progressive se situerait au cours de l'année 2003. Toutefois, pour prendre en compte les difficultés économiques connues par les entreprises depuis 2002, les signataires acceptent de repousser le terme de ladite compensation progressive.

En conséquence, pour la fixation des TEGA, un des objets du présent accord, le réajustement amorcé depuis l'an 2000, se traduisant par un coefficient de majoration pour le barème applicable aux entreprises précédemment soumises à la durée légale du travail de 35 heures, a été poursuivi.

Article 1^{er}

Taux effectifs garantis annuels

Constatant que toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, sont désormais soumises à la durée légale du travail de 35 heures, le présent accord institue un barème de TEG pour l'année 2004 (et jusqu'à la conclusion d'un nouvel avenant relatif aux TEG).

Ce barème, fixé en euros, est reproduit en annexe I.

Article 2

RMH au 1^{er} janvier 2005

La valeur du point qui constitue, exclusivement, la base de calcul de la prime d'ancienneté est fixée, à compter du 1^{er} janvier 2005, à 4,26 €, base 151,66 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures (cf. annexe II).

Les signataires invitent les entreprises, en fonction de leur situation économique, à maintenir, dans leurs propres négociations, le niveau moyen des primes d'ancienneté lors de la réduction de la durée du travail.

Article 3

Indemnités de panier et de rappel

L'indemnité de panier prévue à l'article 27-1 de la convention collective est portée, à compter du 1^{er} janvier 2005, à 4,94 € (2,47 € pour le « demi-panier »).

L'indemnité de rappel (art. 27-2) est portée, à compter du 1^{er} janvier 2005 :

- à 10,15 € entre 6 heures du matin et 22 heures ;
- à 12,24 € entre 22 heures et 6 heures du matin ;
- à 16,32 € le dimanche ou un jour férié entre 0 heure et 24 heures.

Article 4

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Guilhaum-Granges, le 5 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Taux effectifs garantis (TEG) à compter du 1^{er} janvier 2004

Barème applicable aux entreprises soumises à la durée légale du travail de 35 heures

Base 151,66 heures pour un horaire de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER	AUTRES MENSUELS
V	3	395	AM 7	25 830,00
	2	365	AM 7	23 296,00
	1	335	AM 6	21 713,00
		305	AM 5	20 138,00
IV	3	285	AM 4	19 209,00
	2	270		18 257,00
	1	255	AM 3	17 307,00
III	3	240	AM 2	16 387,00
	2	225		15 403,00
	1	215	AM 1	14 814,00

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	AGENTS DE MAÎTRISE D'ATELIER	AUTRES MENSUELS
II	3	190		14 338,00
	2	180		14 168,00
	1	170		13 986,00
I	3	155		13 945,00
	2	145		13 897,00
	1	140		13 855,00

ANNEXE II

Valeur du point des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) pour le calcul de la prime d'ancienneté à compter du 1^{er} janvier 2005

Valeur du point, base 151,66 heures pour un horaire de travail effectif de 35 heures : 4,26

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens RMH	OUVRIERS (5 %)		AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier (+ 7 %)	
				QUAL.	RMH	QUAL.	RMH
V		395	1 682,70			AM 7	1 800,49
	3	365	1 554,90			AM 7	1 663,74
	2	335	1 427,10			AM 6	1 527,00
	1	305	1 299,30			AM 5	1 390,25
IV	3	285	1 214,10	TA	1 274,81	AM 4	1 299,09
	2	270	1 150,20	TA	1 207,71		
	1	255	1 086,30	TA	1 140,62	AM 3	1 162,34
III	3	240	1 022,40	TA	1 073,52	AM 2	1 093,97
	2	225	958,50				
	1	215	915,90	P 3	961,70	AM 1	980,01

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIFS et techniciens RMH	OUVRIERS (5 %)		AGENTS DE MAÎTRISE d'atelier (+ 7 %)	
				QUAL.	RMH	QUAL.	RMH
II	3	190	809,40	P 2	849,87		
	2	180	766,80				
	1	170	724,20	P 1	760,41		
I	3	155	660,30	O 3	693,32		
	2	145	617,70	O 2	648,59		
	1	140	596,40	O 1	626,22		

Ces taux de rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) sont exclusivement destinés au calcul de la prime d'ancienneté.